

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer - CS 70542
55013 Bar-le-duc Cedex

Bar-le-duc, le 09/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EMC2

Nid de Cygne
55100 Bras-Sur-Meuse

Références : CL/215-2025
Code AIOT : 0006200757

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement EMC2 implanté 55100 Bras-sur-Meuse. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre d'une action régionale ciblant les entrepôts, afin de contrôler certaines prescriptions relatives au risque d'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMC2
- 55100 Bras-sur-Meuse
- Code AIOT : 0006200757

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La coopérative agricole EMC2 est autorisée à exploiter à Bras-sur-Meuse des silos de stockage de céréales ainsi que des installations de séchage et de traitement mécanique des substances végétales. Le site comprend également un entrepôt destiné aux semences.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie – Point d'eau	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Sans objet
3	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour du contrôle, l'inspection a constaté que l'entrepôt n'était pas équipé des Robinet d'Incendie Armés (RIA) prescrits par la réglementation. Un arrêté préfectoral de mise en demeure est donc proposé à Monsieur le Préfet de la Meuse.

En ce qui concerne la défense externe contre l'incendie, la distance d'accès à des points d'eau (poteaux incendie, réserves d'eau) est plus importante que celle prévue par la réglementation. L'exploitant a précisé que Service Départementale d'Incendie et de Secours connaît le site et fait des exercices réguliers avec l'exploitant.

Il est demandé à l'exploitant de faire une demande modification de son arrêté préfectoral, en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, en l'appuyant avec un avis du Service Prévention des Services Départementaux d'Incendie et de Secours de la Meuse montrant que les points d'accès présents sont suffisants, dans un délai de 4 mois. A défaut, les moyens incendie devront être conformes aux dispositions réglementaires.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'état des stocks est réalisé sur un logiciel type ERP. Il est mis à jour en temps réel (le temps de saisir les bons de livraison/expédition). L'accès à ce logiciel est possible à tout moment, même en cas d'accident. Deux inventaires de recalage ont lieu, le 31 décembre et un second pour remise à jour au début du mois de juin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi

que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Constats :

Le site a des procédures génériques ainsi qu'un Plan de Défense Incendie, mais qui sont orientés sur les risques liés au silo et qui n'intègrent pas l'entrepôt.

Il n'y a pas de panneaux photovoltaïques sur la partie « entrepôt ». L'entrepôt n'est pas équipé de système d'extinction automatique.

Le jour du contrôle, l'exploitant n'avait pas de plan détaillé des moyens d'intervention présents dans l'entrepôt. Ce plan a été transmis par courriel du 10 avril 2025.

La dernière mise à jour du plan des réseaux date de 2010.

La dernière formation du personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie date de mai 2022.

Un exercice avec le SDIS est prévu en 2025, le dernier date de 2023.

Les FDS sont présentes sur site et sur le logiciel avec accès à distance (idem état des stock).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'intégrer les risques liés à l'entrepôt dans le Plan de Défense Incendie du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de

<p>l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage</p>
<p>Constats :</p> <p>L'entrepôt se situe au sein du site EMC2 de Bras-sur-Meuse, regroupant notamment des silos de stockage de céréales. Le sol du site est presque entièrement artificialisé. Il n'y a pas d'herbe autour de l'entrepôt. L'exploitant réalise un nettoyage régulier des extérieurs, notamment il procède à l'entretien des quelques espaces verts, à l'enlèvement des éventuelles plantes qui poussent à travers le revêtement du sol extérieur et également à l'enlèvement des poussières des silos.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – Point d'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Présence et entretien des points d'eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p> <p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'une plateforme équipée d'une prise d'eau dans le canal de l'Est, située en limite de propriété à l'ouest du site. Ce point d'eau est connu et déjà testé par le SDIS 55. Elle est située à 180 mètres de l'entrepôt.</p> <p>L'exploitant a également transmis la convention établie avec la société voisine (ULM) pour l'utilisation de la réserve incendie de 240 m³ située à 130 mètres de l'entrepôt au nord du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

Des réserves d'eau destinées à l'extinction devront être installées en quantité suffisante et à une distance respectant ces prescriptions. Toutefois, l'exploitant peut faire une demande auprès de la Préfecture de la Meuse, en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, pour demander une modification de cette prescription. Cette demande devant nécessairement comporter un avis favorable du service Prévention des services départementaux d'incendie et de secours quant à la suffisance des moyens incendies présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...]
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 10 avril 2025 un plan des moyens de lutte contre l'incendie disposés dans l'entrepôt. Les extincteurs et des extincteurs sur roues sont répartis dans l'entrepôt. Les agents d'extinctions correspondent aux risques à combattre. L'entrepôt n'est pas équipé de robinets d'incendie armés (RIA) comme prescrit par l'article contrôlé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit mettre en place les robinets d'incendie armés (RIA) comme prescrit par l'article contrôlé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois